

# ENTRE ROUGES ET BLANCS

par Nathan WEINSTOCK

*En envahissant la Géorgie le 17 février 1921 l'Armée Rouge venait en aide à la révolution qui avait éclaté dans ce pays. Telle est la thèse que Trotsky expose — du moins de manière implicite — dans le livre que l'on va lire. Mais une insurrection bolchevique s'y était-elle réellement produite et les dirigeants de la République des Soviets avaient-ils effectivement examiné mûrement la situation avant de se décider à franchir la frontière géorgienne ?*

*Trotsky lui-même répond à ces questions dans sa biographie de Staline où il évoque les divergences de vues entre les leaders bolcheviques à propos de la préparation d'un soulèvement en Géorgie menchevique<sup>1</sup> : « La Géorgie menchevique était incapable de tenir. Cela était clair pour chacun de nous. Cependant nous n'étions pas unanimes quant au mouvement et aux méthodes de soviétisation. J'étais partisan, pour ma part, d'une certaine période de travail préparatoire à l'intérieur du pays, afin de suivre le développement du soulèvement et de venir plus tard à son aide. J'estimais qu'après la conclusion de la paix avec la Pologne et après l'écrasement de Wrangel, la Géorgie ne pouvait présenter de danger immédiat, et que*

---

1. Léon Trotsky, *Staline*, Paris 1948, pp. 411-412. On retrouvera aux pages 410 et 411 plusieurs documents provenant des archives de Trotsky et qui éclairent la position de l'auteur ainsi que des autres dirigeants bolcheviques.

le dénouement pouvait être ajourné. Ordjonikidzé, appuyé par Staline, insistait pour que l'Armée Rouge envahit immédiatement la Géorgie, présumant que le soulèvement était mûr. Lénine était enclin à partager le point de vue des membres géorgiens du Comité central. La question fut tranchée par le Bureau politique, le 14 février 1921, alors que j'étais dans l'Oural. » *De toute évidence le problème semble bien moins limpide que le compte rendu initial de l'auteur ne le laissait supposer. Il n'est donc pas inutile de rétablir d'abord l'enchaînement véritable des faits.*



*Annexée à l'empire par le tsar Paul I<sup>er</sup> en 1801, la Géorgie s'était insurgée à de multiples reprises contre la tutelle russe<sup>1</sup>. La révolution de février 1917 n'y précipita toutefois pas de mouvement séparatiste et les leaders mencheviques géorgiens jouèrent un rôle en vue à la tête de la fraction menchevique russe : Tchkeidzé et Tsérételli dirigeaient la tendance menchevique au soviet de Pétrograd, le second ayant d'ailleurs participé au gouvernement Kérénsky et vainement tenté de s'opposer à la dispersion de la Constituante par les bolchéviks. Après la victoire de la Révolution d'Octobre — « le désastre », comme l'écrivit Louis De Brouckère<sup>2</sup> — « le socialisme géorgien dut se replier sur lui-même. Tchkeidzé, Tsérételli et leurs compagnons rejoignirent à Tiflis le gros du parti »<sup>3</sup>.*

*En Géorgie, comme dans l'ensemble de l'ancien empire tsariste, des Soviets étaient apparus et l'organisation des soldats y était devenue bolchevique lors de la Révolution d'Octobre. Les militaires révolutionnaires y furent toutefois désarmés par la « Garde Populaire », unité de volontaires, recrutée en majeure partie dans la classe ouvrière*

---

1. Cf. l'historique établi par Neppold et reproduit par Louis De Brouckère, *La Géorgie in Le Flambeau*, 1921, p. 197.

2. De Brouckère, *op. cit.*, p. 200.

3. *Ibid.*

mais qui présentait l'aspect d'une milice de parti<sup>1</sup>. A côté des Soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats dont les délégués constituaient un centre régional sous la présidence du dirigeant menchevique Noé Jordania, s'était constitué le 28 novembre 1917 un « Commissariat Transcaucasien ». Cet organisme, qui siégeait à Tiflis et dont les membres étaient désignés par une assemblée transcaucasienne représentant les différentes provinces de la région, n'avait pas de prérogatives nettement définies. Composée de chefs azerbaïdjanais, elle était animée d'un esprit anti-bolchevik. Refusant de reconnaître le gouvernement soviétique russe après la dissolution de la Constituante, elle acquerra graduellement un statut indépendant de fait<sup>2</sup>.

Le 2 mars 1918, les dirigeants bolcheviques durent s'incliner devant les conditions dictées par l'Allemagne et signèrent le traité de Brest-Litovsk. Force leur était de consentir des sacrifices territoriaux considérables au bénéfice des Turcs, notamment en Transcaucasie\*. Les annexes du traité prévoyaient la reconnaissance par les autorités soviétiques de l'indépendance de la Géorgie sous protection allemande. Devant la menace turque l'assemblée transcaucasienne proclama une éphémère République fédérale transcaucasienne, laquelle ne tarda pas à se désintégrer. Elle fut officiellement dissoute le 26 mai 1918 et l'indépendance de la république géorgienne fut proclamée le même jour<sup>3</sup>. Dans la déclaration d'indépendance Jordania invoquait notamment le fait que le traité de Brest-Litovsk avait abandonné militairement la Géorgie

1. De Brouckère, *op. cit.*, p. 207 ; Wladimir Woytinsky, *La démocratie géorgienne* (Préfacé par Emile Vandervelde), Paris 1921, pp. 90-91 ; Pierre Renaudel, *Le Progrès* (Lyon), 21 novembre 1920, article reproduit dans le recueil *L'Internationale Socialiste et la Géorgie*, Ed. du Comité Central du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Géorgie, Paris 1921, p. 106.

2. Edward Hallet Carr, *The Bolchevik Revolution 1917-1923*, I, London, 1969, p. 345.

\* Les Turcs étaient alliés à l'Allemagne.

3. *Ibid.*, pp. 346-347.

exposée à la menace turque<sup>1</sup>. Pour y parer, les dirigeants du nouvel Etat se réfugièrent sous l'aile protectrice de l'Allemagne.

Il importe à présent de saisir la nature de l'Etat géorgien créé par les mencheviks locaux. Le premier point à considérer est la subite conversion des mencheviks géorgiens au nationalisme, transfiguration tellement appuyée qu'ils en vinrent à s'intituler « Nationalistes Géorgiens »<sup>2</sup>. « La revendication de l'indépendance nationale de la part des Mencheviks géorgiens sonnait plutôt faux », note Deutscher<sup>3</sup> : « avant la Révolution d'Octobre, ils avaient eux-mêmes ardemment réclamé une union de la Géorgie avec la Russie, assortie seulement d'une certaine autonomie locale. Leur séparatisme actuel n'était qu'un prétexte commode. » La revendication de l'indépendance nationale servait de couverture à la constitution d'un contre-pouvoir au sein même des anciennes frontières impériales et sous la direction de ces mêmes dirigeants mencheviks qui avaient été irrémédiablement balayés par l'Octobre rouge en Russie.

Conformément à ce qui avait été leur leitmotiv depuis quatorze ans — le caractère « anarchique » des tentatives d'instaurer le socialisme dans un pays arriéré, argument que Tsérételli devait reprendre à nouveau lors de la réunion de la Constituante dissoute par les bolcheviks<sup>4</sup> — les mencheviks se gardèrent soigneusement en Géorgie de franchir les limites d'une révolution démocratique bourgeoise. Cela constituait évidemment tout de même un bouleversement social dans ce petit pays de moins de 2.000.000 d'habitants composés à raison de 80 % d'agri-

1. Woltinsky, *op. cit.*, p. 159 ; Carr, *op. cit.*, p. 374, note 1.

2. Louis Fischer, *Les Soviets dans les affaires mondiales*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, 1933, p. 67.

3. Isaac Deutscher, *Trotsky, I, Le prophète armé*, Paris, 1962, pp. 621-622 ; cf. Michel Collinet, *Du bolchevisme*, Paris, 1967, p. 168, note 1 ; Victor Serge, *Vie et mort de Trotsky*, Paris, 1951, pp. 128-129 ; Fischer, *op. cit.*, p. 67.

4. Carr, *op. cit.*, p. 128.

culteurs et où les familles princières chrétiennes faisaient régner des conditions féodales<sup>1</sup>.

Ainsi, se refusant « à établir dans les campagnes un communisme artificiel et vain », la réforme agraire des mencheviks « a développé cette tenure paysanne que l'immense majorité des habitants souhaitaient ardemment »<sup>2</sup>. Il plane toutefois une certaine équivoque sur cette expropriation des grands propriétaires fonciers au bénéfice des petits paysans et des coopératives paysannes. On peut comprendre à la rigueur, comme l'affirme Woytinsky<sup>3</sup>, que les grands propriétaires fonciers n'aient pas osé insister pour être indemnisés. Mais on s'explique difficilement comment l'aristocratie foncière aurait pu « renoncer » de son plein gré à ses biens pour les remettre à l'Etat. Et lorsque le social-démocrate français Inghels s'émerveille à propos de la réforme agraire géorgienne « résolue (...) SANS AUCUNE SECOURS ET D'ACCORD AVEC LES GRANDS PROPRIETAIRES, malgré le caractère révolutionnaire du procédé »\*, on est amené à s'interroger sur la portée réelle d'une mesure qui n'aurait suscité aucune opposition chez la classe dominante pourtant dépouillée de ses propriétés<sup>4</sup>.

Toutefois, l'attitude des gouvernants mencheviques à l'égard de l'industrie révèle clairement le caractère essentiellement bourgeois du régime dont les méthodes, aux dires de Kautsky<sup>5</sup>, étaient « celles de la démocratie et non de la terreur ». Sans doute le réseau de chemin de

1. Isaac Deutscher, *Staline*, Paris, 1964, pp. 33-36.

2. De Brouckère, *op. cit.*, p. 203.

3. Woytinsky, *op. cit.*, p. 203.

\* Souligné par nous, N.W.

4. Ramsay MacDonald, *La république géorgienne socialiste in Contemporary Review*, février 1921, reproduit dans le recueil *L'Internationale Socialiste...* ; A. Inghels, *Le Cri du Nord* (Lille), 24 octobre 1920, même source, p. 146. L'adhésion de l'aristocratie géorgienne au régime qui l'a dépossédée est un véritable leitmotiv qui revient dans la plupart des reportages reproduits dans *L'Internationale Socialiste...*

5. Karl Kautsky, *Offensive bolchevique contre la Géorgie in L'Internationale Socialiste...*, pp. 197-198.

*fer exploitée autrefois par l'administration impériale — c'est-à-dire l'Etat russe — a-t-il été transformé en régie autonome, de même que certaines mines. Mais, « infiniment trop réaliste pour tomber jamais dans l'erreur de Lénine et vouloir créer de toutes pièces une organisation sociale qui ne tirerait sa force ni de l'histoire ni du milieu », le gouvernement « n'a pas songé à imposer d'ensemble à toute l'industrie une nationalisation hâtive », « de même qu'il n'a pas entrepris la tâche impossible de supprimer le salariat comme par un coup de baguette magique »<sup>1</sup>. Les réformes « accomplies par des moyens purement politiques »<sup>2</sup> n'affectaient en effet nullement les « capitalistes producteurs »<sup>3</sup>, comme devaient le reconnaître avec quelque étonnement les admirateurs occidentaux du régime menchevique. Dans un ouvrage consacré à la gloire du régime, Woytinsky<sup>4</sup> admet que non seulement on « a dû conserver la production capitaliste » mais qu'en outre, pour attirer les capitaux étrangers, les mencheviks ont « contribué au développement du régime capitaliste ». L'industrie minière en particulier — principal atout industriel du pays — se trouvait toujours aux mains de sociétés anonymes bien qu'il y ait eu quelques nationalisations partielles avec indemnisations des actionnaires<sup>5</sup>. Et Pierre Renaudel<sup>6</sup>, visiblement embarrassé, explique que le gouvernement menchevique — qui, comme nous venons de le voir, avait développé la propriété capitaliste « nationale » — a refusé de nationaliser ses gisements de manganèse (les plus riches du monde)<sup>7</sup> car, sur une vingtaine de sociétés exploitant les mines, une seule était géorgienne. Autrement dit, l'emprise du*

1. De Brouckère, *op. cit.*, pp. 203-204.

2. MacDonald, *The Nation*, 16 octobre 1920, reproduit dans *L'Internationale Socialiste...*, p. 4.

3. Inghels, *Le Cri du Nord*, 29 octobre 1920, in *L'Internationale Socialiste...*, p. 153.

4. Woytinsky, *op. cit.*, p. 224.

5. MacDonald, *La république géorgienne socialiste*.

6. Pierre Renaudel, *Le Progrès* (Lyon), 28 novembre 1920, reproduit dans *L'Internationale Socialiste...*, p. 116.

7. Léon Abensour, *Nouvel Atlas Larousse*, Paris, 1924, p. 240.

capital étranger explique autant que les facteurs d'ordre stratégiques l'inféodation de la Géorgie sous-développée à l'impérialisme. Comme sous le tsar, le pays demeurait une semi-colonie (aujourd'hui nous utiliserions plutôt le terme de néocolonialisme) mais prise désormais entre les feux croisés de l'impérialisme et de la révolution.

Il résulte de ceci que le régime de la Géorgie sous les mencheviks ne pouvait en aucune façon être qualifié de socialiste (même en faisant abstraction de l'état sous-développé de l'infrastructure technique et socio-économique) ni même de prolétarien. Vandervelde<sup>1</sup> en convenait volontiers : « Mais il n'en reste pas moins que la révolution qui, en 1918, s'est accomplie en Géorgie, est une révolution démocratique, une révolution agraire : une révolution faite par des socialistes, ce n'est pas une révolution socialiste. » Même un De Brouckère<sup>2</sup> devait admettre dans ses écrits les moins passionnés sur la question que la république géorgienne ne pouvait être considérée comme socialiste que dans la mesure où ses gouvernants s'efforçaient de tout leur pouvoir « à préparer les voies au régime socialiste en développant et la démocratie politique et la démocratie économique ».

Cette volonté des dirigeants mencheviques de briser le mouvement révolutionnaire et de consolider à tout prix un régime bourgeois fondé sur des rapports capitalistes transparaît nettement au travers de leur politique à l'égard de la classe ouvrière et de ses organisations. On a vu précédemment que des soviets s'étaient formés en Géorgie et que la troupe y était passée du côté des bolcheviks. Or, les conseils d'ouvriers et de soldats représentaient évidemment l'embryon d'un pouvoir ouvrier, dressé en face du pouvoir bourgeois qu'ils contestaient, et susceptibles ultérieurement de s'y substituer à la faveur des

---

1. Vandervelde, *Le Peuple*, 20 octobre 1920, in *L'Internationale Socialiste...*, p. 41.

2. De Brouckère, *op. cit.*, p. 203.

développements révolutionnaires. C'est très exactement le rôle qu'ils avaient rempli en Russie de février à octobre 1917. Or, autant les bolcheviks tenaient à développer au maximum cette situation de double pouvoir permettant à la classe ouvrière de se constituer progressivement en pouvoir rival au sein même de l'ancien régime, autant les mencheviks se méfiaient instinctivement de la spontanéité révolutionnaire des masses et de leurs mouvements incontrôlés. Attitude logique puisque la dynamique propre des soviets tendait à l'abolition de la démocratie bourgeoise qu'ils entendaient conserver par-dessus tout.

Ainsi s'explique la formation par les mencheviks de la « Garde Populaire » qui, en dépit de son nom, remplira objectivement le rôle d'une garde civique bourgeoise, notamment dans l'affaire du désarmement des soldats bolcheviques. Restaient ces encombrants soviets que l'on n'osait pas dissoudre et qu'il fallait pourtant mettre au pas bien qu'ils fussent en majorité acquis au parti menchevique. Les sociaux-démocrates y parvinrent en leur ôtant soigneusement tout pouvoir de décision politique lequel était réservé au comité central menchevique. Les soviets furent finalement transformés en organisations locales du parti social-démocrate, ce qui permettait de se donner les apparences d'une démocratie ouvrière tout en embrigadant la classe ouvrière dans une entreprise de restauration bourgeoise. Jordania, dirigeant des soviets et leader du parti, devint le chef de l'État en 1918, ce qui mit fin à la dualité de pouvoir de la phase révolutionnaire. Enfin, dans le domaine politique, les mencheviks substituèrent le suffrage universel et le parlementarisme bourgeois aux soviets<sup>1</sup>.

L'attachement au parlementarisme et aux formes étatiques bourgeoises était le corollaire direct de la volonté

---

1. Inghels, *Le Crl du Nord*, 19 octobre 1920, reproduit in *L'Internationale Socialiste...*, p. 135 ; MacDonald, *La république géorgienne socialiste*, même source, p. 19 ; Woytinsky, *op. cit.*, p. 191, et De Brouckère, *op. cit.*, p. 201 ; Carr, *op. cit.*, p. 348.

des gouvernants géorgiens de respecter les « capitalistes producteurs ». Mais il y a plus : la mise en œuvre du suffrage universel allait permettre une nouvelle manœuvre démagogique. Sous prétexte de respecter les formes démocratiques, les mencheviks s'ingénient à étouffer le courant révolutionnaire ; sous couvert d'émancipation de la Géorgie de la tutelle colonialiste russe, ils s'emploient à combattre l'influence bolchevique.

En effet, la population urbaine — et, partant, la classe ouvrière — de la Géorgie était composée dans une très forte proportion d'éléments d'origine étrangère, Russes ou Arméniens. Dans la capitale Tiflis, la majorité des habitants étaient arméniens et la république géorgienne comptait une population arménienne plus importante que l'Arménie elle-même<sup>1</sup>. La manœuvre gouvernementale consistera à diviser la classe ouvrière en exploitant l'animosité traditionnelle de la population géorgienne contre les Russes et les Arméniens. Ainsi, le droit de vote est réservé aux citoyens géorgiens inscrits sur les listes communales en 1914<sup>2</sup>. On peut supposer que cette manipulation du principe du suffrage universel (tellement caractéristique des mœurs parlementaires bourgeoises) explique en partie l'extrême faiblesse des résultats obtenus par les bolcheviks aux élections de la Constituante en Géorgie : 24.513 voix contre 640.231 aux mencheviks<sup>3</sup>. Les commentateurs sociaux-démocrates insistent effectivement très lourdement sur la présence d'une écrasante majorité d'étrangers parmi les « conspirateurs » bolcheviques locaux<sup>4</sup>.

Il faut ajouter que la Géorgie se livrait à une répression sauvage dans ses territoires habités par des minorités

1. Carr, *op. cit.*, p. 344.

2. Inghels, *Le Cri du Nord*, 29 octobre 1920, in *L'Internationale Socialiste...*, pp. 139-140.

3. Woytinsky, *op. cit.*, p. 113.

4. A. Merrheim, *L'Atelier*, 30 avril 1921, in *L'Internationale Socialiste...*, p. 223.

nationales (Ossètes et Abkhasiens) dont les soulèvements paysans étaient noyés dans le sang<sup>1</sup>.

La Géorgie menchevique se montrait tout aussi intolérante envers les bolcheviks qui ne devaient vraisemblablement la tolérance très limitée dont ils bénéficièrent en 1920 qu'au désir des mencheviks de ménager leur puissant voisin après la déroute des Blancs.

Ramsay MacDonald rapporte qu'il avait fallu prendre d'assaut une prison pour obtenir la libération des bolcheviks incarcérés<sup>2</sup>. Merrheim — autre sympathisant inconditionnel du régime — relate qu'en 1920 la répression des activités bolcheviques s'accompagnait d'arrestations massives, de la liquidation de leurs organisations et de l'interdiction de leur presse<sup>3</sup>. Au mois de novembre 1920 un journal russe indiquait que le Parti Communiste, bien qu'autorisé à reprendre ses activités en Géorgie à la suite du traité soviéto-géorgien de mai 1920, avait été tellement décimé par les emprisonnements de militants que le quartier-général de Tiflis était désert à l'exception d'une unique employée laissée en liberté<sup>4</sup>.

La politique extérieure de la Géorgie correspondait à sa nature sociale. L'Etat géorgien ne subsista qu'en acceptant de devenir un satellite de l'Allemagne qui maintenait une garnison militaire à Tiflis, contrôlait ses voies ferroviaires et exploitait ses matières premières, dont le manganèse en particulier. Il est d'ailleurs amusant de constater que les mencheviks géorgiens qui avaient justifié leur subite conversion au séparatisme après la révolution bolchevique en invoquant les concessions territoriales imposées à la Géorgie par le traité de Brest-Litovsk conclurent à leur

1. Cf. l'intervention de Pavlovitch « *in tempore non suspecto* » au Premier Congrès des Peuples de l'Orient (Bakou 1-8 septembre 1920), Compte rendu sténographique, Edit. de l'Internationale Communiste, Petrograd, 1921, p. 143.

2. MacDonald, *The Labour Leader*, 21 octobre 1920, reproduit in *L'Internationale Socialiste...*, p. 14.

3. Merrheim, *L'Atelier*, 30 avril 1921, même source, p. 223.

4. Carr, *op. cit.*, p. 353, note 1.

tour le 28 mai 1918 un traité avec l'Allemagne par lequel ils entérinaient ces nouvelles frontières. Au cours de la deuxième moitié de 1918 les forces britanniques réussirent à déloger les Allemands et leurs alliés turcs et la Grande-Bretagne devint la protectrice attitrée de la république géorgienne<sup>1</sup>. Tout ceci ne correspondait pas exactement à la « stricte neutralité politique » entre Rouges et Blancs et entre l'Armée Rouge et les corps expéditionnaires étrangers tant vantés par les admirateurs social-démocrates du régime de Tiflis. Les responsabilités du commandement britannique du Caucase dans l'exécution des 26 commissaires rouges de Bakou devinrent d'ailleurs, comme le signale Carr, une cause célèbre.

Jusqu'à la débâcle de Dénikine, partisan de la Russie une et indivisible, l'Angleterre avait systématiquement refusé de reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan ou de la Géorgie, de crainte d'indisposer son allié. La défaite du général blanc annonçait l'échec de l'intervention armée contre la révolution, bien que Moscou dût encore faire face au baron Wrangel en Crimée et aux Polonais sur la frontière russo-polonaise. La fin de 1920 vit l'achèvement virtuel de la guerre civile et des interventions étrangères : les hostilités contre les Japonais en Extrême-Orient et les combats de Sibérie et du Turkestan ne mettaient plus en cause l'existence de la République des Soviets.

Les considérations impériales et pétrolières britanniques exigeaient après la chute de Dénikine que l'idée interventionniste fût revêtue d'un vernis nouveau. La reconnaissance des Etats séparatistes du Caucase « offrait un nouveau moyen de résister aux bolcheviks » : faute d'avoir les moyens militaires de poursuivre l'intervention directe contre la Russie, Londres se rabattait sur le « cordon sanitaire » dont la Géorgie menchevique devait être une pièce maîtresse. La conférence interalliée reconnut la

---

1. Carr, *op. cit.*, pp. 347-350.

Géorgie le 11 janvier 1921 et se résolut à l'armer et à l'équiper puisque la situation tendue dans d'autres régions stratégiques commandait le retrait des forces militaires britanniques du Caucase<sup>1</sup>. Ainsi, la Géorgie passait de la condition de satellite allemand à celle de protectorat britannique, avant de retrouver une indépendance relative à la suite de l'évacuation de la garnison anglaise.

Nous nous sommes efforcés de reconstituer ce tableau des événements en partant de sources indépendantes de celles auxquelles se réfère Trotsky et, dans la mesure du possible, sur la base de témoignages émanant de milieux hostiles à la République des Soviets.

Pour les bolcheviks donc, la Géorgie menchevique incarnait en quelque sorte l'interventionnisme « nouvelle manière » des démocraties bourgeoises. Mais il y avait plus. Les dirigeants de la Géorgie se trouvaient être ces mêmes politiciens sociaux-démocrates que les artisans de la Révolution d'Octobre avaient dû combattre âprement de février à octobre 1917 pour renverser le régime. Tsérételli lui-même s'expliquera comme suit au sujet du refus du parti menchevik de prendre le pouvoir durant cette période, malgré la pression ouvrière qui réclamait l'expulsion des ministres bourgeois du gouvernement<sup>2</sup> : « L'histoire ne connaît guère d'autre exemple d'une situation où des partis politiques, tout en recevant tant de preuves de la confiance d'une majorité écrasante de la population, manifestent si peu d'empressement à prendre le pouvoir. » Voici pourtant que ces mêmes dirigeants pusillanimes se découvraient tardivement une vocation de gouvernants en Géorgie : contre les bolcheviks, après la Révolution

1. Fischer, *op. cit.*, pp. 186-190. Cf. l'appréciation de G.D.H. Cole sur les Géorgiens qui furent successivement « les marionnettes des Allemands, des Anglais et des Russes » citée par Marcel Liebman, dans sa thèse dactylographiée *Origines et Signification Idéologiques de la Scission Communiste dans le Parti Ouvrier (1921)*, Université Libre de Bruxelles, 1962-63, 3<sup>e</sup> partie, tome 2, p. 83.

2. Cité par Israël Getzler, *Les Mencheviks*, in *Le Contrat Social*, vol. XII, n<sup>o</sup> 2-3 (avril-septembre 1968), p. 131.

d'Octobre. Et les chefs de la social-démocratie géorgienne étaient les mêmes qui avaient dirigée la fraction menchevique dans les diverses Doumas sous le tsarisme, sans avoir jamais songé à prôner le droit à l'autodétermination, ni a fortiori l'indépendance de la Géorgie : Tsérételli, Djaparidzé, Guéguetchori et Tchenkili<sup>1</sup>.

Il n'est donc nullement étonnant que les dirigeants soviétiques aient considéré la république menchevique de Géorgie comme une Gironde ralliée à la contre-révolution. Ramsay MacDonald<sup>2</sup> n'écrivait-il pas en octobre 1920 : « il n'existe pas aujourd'hui, contre le bolchevisme, de barrière plus solide que le gouvernement géorgien socialiste » ? D'ailleurs, un secteur important de l'Internationale Socialiste sera d'avis que l'invasion de la Géorgie ne constitue que le parachèvement de la victoire bolchevique dans la guerre civile et il se trouvera jusque dans la rédaction du Populaire bon nombre de sociaux-démocrates européens pour estimer que l'intervention soviétique était « une querelle intérieure de socialistes russes »<sup>3</sup>.

Par ailleurs, les dirigeants bolcheviques pouvaient difficilement rester indifférents aux implications stratégiques de la question. Les chemins de fer Batoum-Tiflis-Bakou, voies d'accès aux puits de pétrole du Caucase avaient excité les convoitises allemandes et anglaises. La Géorgie, parcourue par le pipe-line Bakou-Batoum, située à proximité des détroits, commandait l'ouverture de la porte principale de l'Asie. D'où son importance exceptionnelle<sup>4</sup>. Le traité conclu en 1920 avec la Russie avait sans doute vu la fin de la collaboration plus ou moins voilée du régime de Tiflis avec les puissances impérialistes mais les

1. Inghels, *Le Cri du Nord*, 18 octobre 1920, in *L'Internationale Socialiste...*, p. 134.

2. MacDonald, *The Nation*, 16 octobre 1920, même source, p. 3.

3. Cf. le commentaire indigné de Peskine. *La tragédie géorgienne*, in *La république russe*, mars 1921, même source, p. 268.

4. De Brouckère, *op. cit.*, pp. 179-180, et Fischer, *op. cit.*, pp. 66-67.

*mencheviks* maintenaient envers le pays des Soviets une attitude résolument hostile. En septembre 1920, la Géorgie, qui s'efforçait vainement de se faire admettre au sein de la Société des Nations — où siégeaient les Etats qui avaient lancé sur la Russie leurs corps expéditionnaires et épaulé les Blancs —, se prêta à une manœuvre antibolchevique en accueillant une délégation de l'Internationale Socialiste qui s'y rendait à seule fin de recueillir des matériaux pour la propagande contre la République des Soviets. Et, de fait, dès leur retour en Europe, Ramsay MacDonald, Mrs. Snowden, Kautsky, Vandervelde, Huysmans, De Brouckère, Renaudel et tutti quanti inondèrent l'Occident d'une littérature hargneusement anti-bolchevique et ceci à un moment où les forces vives de l'interventionnisme n'en pouvaient être qu'encouragées<sup>1</sup>.

\*\*

Voyons à présent l'enchaînement des faits qui a déterminé l'entrée de l'Armée Rouge en Géorgie. Kautsky<sup>2</sup> devait écrire après l'invasion que « la Géorgie était menchevique. Cela a suffi pour que Moscou prononçât son arrêt de mort ». Le jugement est excessif s'il entendait par là que les bolcheviks ne voulaient pas admettre d'autres courants prolétariens à côté d'eux. Il est sans doute juste s'il faut comprendre que les dirigeants soviétiques n'auraient pu tolérer indéfiniment à leur flanc caucasien un bastion bourgeois que sa nature de classe et sa place dans le champ des impérialistes condamnaient à devenir une entrave à la consolidation du régime révolutionnaire.

L'hiver 1920-1921 et surtout l'année 1921 marquèrent un tournant important dans l'évolution de la révolution bolchevique et de la lutte de classes à l'échelle interna-

1. Carr, op. cit., pp. 352-353.

2. Kautsky, op. cit., p. 207.

tionale. En Russie même les ravages de la guerre civile avaient épuisé la classe ouvrière et emporté par dizaines de milliers ses meilleurs militants. L'économie était totalement désorganisée, la classe ouvrière se liquéfiait littéralement. Dans les campagnes le mécontentement paysan grandissait et il ne pouvait guère en être autrement puisque la chute vertigineuse de la production industrielle contraignait le gouvernement à réquisitionner les récoltes sans pouvoir offrir de contre-partie véritable.

Ces effroyables difficultés sous-tendaient la discussion qui s'est déroulée en 1920-21 dans le parti bolchevique sur la question syndicale et dont l'enjeu était précisément de concilier la démocratie ouvrière avec une remise sur pied rapide de l'appareil de production. Elles se reflétèrent aussi dans la décision prise en février 1921 de substituer au « communisme de guerre » la N.E.P. en vue d'inciter la paysannerie à accroître sa production agricole au prix de concessions à l'individualisme des petits propriétaires, décision qui fut toutefois prise trop tard pour conjurer la catastrophe imminente, comme devait le démontrer tragiquement la famine de 1921 due à la terrible sécheresse qui affligea le bassin de la Volga. La dispersion et la disparition de dizaines de milliers de cadres du parti d'avant-garde, l'usure des masses révolutionnaires, le mécontentement et la fatigue de la population en proie depuis 1917 aux misères de la guerre se manifestèrent au cours de l'insurrection de Cronstadt, véritable signal d'alarme pour les bolcheviks. Afin de faire face à la situation, de prévenir la cristallisation possible de tendances politiques petites-bourgeoises et paysannes droitières dans les organisations anti-bolcheviques existantes, le parti fut conduit à interdire toute opposition organisée au sein des Soviets. Pour restaurer l'unité du parti bolchevique gravement ébranlée au cours de l'hiver 1920-1921, le X<sup>e</sup> Congrès tenu en mars 1921 décida d'interdire — temporairement et à titre extraordinaire, croyait-on — les fractions au sein même de l'organisation.

*La situation n'était guère plus brillante en politique extérieure. L'effondrement de la Bavière et de la Hongrie soviétiques, la chute des communes de Berlin et de Vienne, la défaite essuyée par l'Armée Rouge en Pologne annonçaient le reflux de la vague révolutionnaire en Europe. L'Internationale Communiste allait tirer les conséquences du nouvel équilibre européen en s'orientant vers la construction de partis de masse et vers la recherche de l'unité à la base lors de son troisième congrès en juin-juillet 1921. « Le cycle révolutionnaire qu'avait ouvert la première guerre mondiale touchait à sa fin. Au début de ce cycle, le bolchevisme avait été porté par la vague d'une authentique révolution ; vers la fin, il se mit à propager la révolution par la conquête »<sup>1</sup>. Si cette politique de désespoir destinée à hâter l'avènement de la révolution échoua misérablement en Pologne, elle réussit en revanche au Caucase. Un soulèvement communiste eut raison du régime azerbaïdjanais, mais la République Socialiste Soviétique d'Arménie ne réussit à se maintenir qu'avec l'aide de l'Armée Rouge<sup>2</sup>. Seule la Géorgie, qui venait de signer le 7 mai 1920 un traité avec les Soviets, reconnaissant ainsi la République Soviétique d'Azerbaïdjan, résistait au Caucase à la poussée soviétique.*

*L'orientation des dirigeants soviétiques vers une politique de révolution par la conquête « n'était le fruit ni du hasard ni de l'inconséquence. Elle avait sa source dans la peur qu'éprouvaient tous les dirigeants du parti, mais qui affectait différemment leurs actes. La marche sur Varsovie avait été une tentative désespérée pour sortir de cet isolement »<sup>3</sup>. Aucun des leaders bolcheviques n'avait jamais envisagé que la Russie pût être confrontée un jour avec la tâche herculéenne de porter seule, malgré son sous-développement et malgré la perte, à la suite du traité de Brest-Litovsk, de 40 % de l'équipement industriel de l'empire tsariste, le fardeau de pionnier de la révolution socialiste.*

1. Deutscher, Trotsky, p. 265.

2. Carr, *op. cit.*, pp. 350-352.

3. Deutscher, Trotsky, p. 618.

*C'est dans ce climat dramatique que s'inscrit l'épisode de Géorgie.*

V. Lominadze<sup>1</sup>, secrétaire général du parti communiste géorgien, devait décrire le déroulement de la prise de pouvoir par les bolcheviks en Géorgie : « Notre révolution a commencé en 1921, par la conquête de la Géorgie au moyen des baïonnettes de l'Armée Rouge. La soviétisation de la Géorgie s'est présentée sous les espèces d'une occupation par les troupes russes. » *Mais une armée étrangère révolutionnaire ne se substitue pas impunément aux masses autochtones surtout lorsqu'elles appartiennent à la nation autrefois dominante : les mencheviks n'y avaient-ils pas précisément puisé leur force — toujours selon Lominadze — « dans le sentiment national humilié non seulement des possédants mais encore des larges couches laborieuses » ? Lénine, perpétuellement hanté par la crainte de voir les bolcheviks prendre involontairement la relève, aux yeux des nations opprimées par le tsarisme, des « argousins grands-russes » s'empressa d'écrire le 3 mars 1921 à Ordjonikidzé, responsable politique et chef militaire du front caucasien, pour lui recommander une politique d'apaisement envers l'intelligentzia et les petits commerçants géorgiens, voire même une coalition avec Jordania ou d'autres mencheviks<sup>2</sup>. Et après tout, Staline lui-même connaissait bien le nationalisme géorgien pour l'avoir combattu, tout comme il avait dénoncé les penchants au chauvinisme des communistes grands-russiens travaillant dans les régions limitrophes<sup>3</sup>.*

*Nous voici assurément loin de la version officielle de l'intervention soviétique — passablement embrouillée d'ailleurs — dont les adversaires du régime auront beau jeu de relever les contradictions (il y était d'abord ques-*

1. Cité par Boris Souvarine, *Staline*, Paris, p. 282.

2. Carr, *op. cit.*, p. 354.

3. Isaac Deutscher, *Staline*, Paris, 1964, p. 69, note 1 ; L. Martov, *L'invasion de la Géorgie* in *Socialistichesky Viesnik*, 18 mars 1921, reproduit in *L'Internationale Socialiste...*, pp. 256-257.

*tion de soulèvements d'Arméniens dans les villages frontières, ensuite d'une insurrection communiste — Tiflis avait d'ailleurs accepté la « médiation » soviétique entre Géorgiens et Arméniens proposée par Tchitchérine à condition que soit retirée l'Armée Rouge...), les inexac- titudes et les silences<sup>1</sup>. Reconnaissons d'ailleurs que les explications fournies par Trotsky ne constituent sur ce point qu'une tentative peu convaincante d'exposer une version erronée des faits. Comment pourrait-il en être autrement puisque nous savons qu'il avait été un adver- saire résolu de la révolution par la conquête dont il pressentait qu'elle ranimerait chez les peuples libérés du régime bourgeois le nationalisme antirusse engendré par l'oppression tsariste<sup>2</sup> ?*

*En réalité, « les ordres de marche avaient été donnés, avec l'approbation du Politburo, par le Conseil révolu- tionnaire de guerre du Caucase, dont Ordjonikidzé, ami de Staline et Géorgien lui-même, était le commissaire prin- cipal. Le Politburo avait examiné l'affaire en l'absence de Trotsky. Staline et Ordjonikidzé avaient rapporté qu'une insurrection bolchevique, puissamment soutenue par le peuple, avait éclaté en Géorgie, que l'issue n'en était pas douteuse, que l'intervention de l'Armée Rouge, enfin, ne ferait qu'abrégier la lutte. Le Politburo qui, naturellement, considérait Staline et Ordjonikidzé comme experts des affaires géorgiennes, se rangea à leur avis »<sup>3</sup>. Mais les renseignements étaient inexacts, le soulèvement ne jouissait pas du soutien des masses et l'Armée Rouge se heurta à une vive résistance.*

*Sans doute Trotsky finit-il par s'incliner devant le fait accompli. Sa première réaction fut toutefois — il apprit la nouvelle de l'invasion lorsqu'il se trouvait en tournée dans l'Oural — de s'enquérir du nom du responsable*

1. Kautsky, *op. cit.*, pp. 203-207, et Merrheim, *op. cit.*, pp. 217-226.

2. Deutscher, *Trotsky*, p. 610.

3. *Ibid.*, p. 623.

et de demander des explications au sujet de ce qu'il présumait être l'action de quelques irresponsables<sup>1</sup>. Ce faisant, il restait fidèle à l'optique du Comité central bolchevik qui avait donné ordre à Ordjonikidzé près d'un an auparavant (le 15 mai 1920) « de retirer toutes (ses) unités du territoire de la Géorgie, de les ramener jusqu'à la frontière et d'empêcher toute incursion en Géorgie » en raison du déroulement des négociations avec Tiflis<sup>2</sup>.

La soviétisation prématurée de la Géorgie et les manières de proconsul d'Ordjonikidzé se reflétèrent indirectement dans le renforcement des mencheviks. Elles devaient aboutir finalement au soulèvement de masse de 1924. Les bolcheviks géorgiens et notamment leurs leaders Mdivani et Makharidzé s'opposèrent farouchement à la centralisation bureaucratique que Staline et Ordjonikidzé entendaient imposer au Caucase. Lorsque Lénine fut informé de la situation, il comprit immédiatement ce que pouvaient ressentir les Géorgiens devant cette invasion du « Russe authentique, du Grand-Russe, du chauvin, de ce gremlin et de cet oppresseur qu'est au fond le bureaucrate russe typique ». Ses dernières notes politiques furent consacrées à cette question. Le 6 mars 1923 il adressait un message secret de soutien aux bolcheviks géorgiens. La veille, il avait chargé Trotsky de défendre en leur nom les Géorgiens devant le Comité central contre Staline et Dzerjinsky. Quelques jours plus tard, à la suite d'une attaque, il devait perdre à jamais la parole pour s'éteindre le 21 janvier 1924<sup>3</sup>.

\*\*

1. Message du 21 février 1921 à Sklianski reproduit dans le *Staline* de Trotsky, p. 411.

2. Message de Lénine et Staline, par ordre du Bureau Politique, même source, p. 410.

3. Trotsky, *Staline*, p. 412 ; V.I. Lénine, *Œuvres*, Paris-Moscou, 1959, tome 36, pp. 618-620 ; on consultera le beau livre de Moshe Lewin (*Le dernier combat de Lénine*, Paris, 1967) au sujet de l'attitude de Lénine au sujet de la question géorgienne et sa rupture avec Staline.

*Ce bref rappel historique nous permet à présent d'aborder la question implicitement soulevée au début de cette introduction : pourquoi Trotsky a-t-il accepté de couvrir de son autorité une version des faits qu'il savait n'être pas conforme à la réalité ?*

*Précisons d'emblée, comme l'auteur l'explique brillamment dans son livre, que la nécessité pour tout révolutionnaire de soutenir la Russie des Soviets contre l'Etat bourgeois menchevique ne pouvait évidemment faire aucun doute. D'un point de vue marxiste, l'essentiel est de dégager les forces sociales et politiques en présence, de déterminer le point de vue de classe. Et dès lors que l'on se situait du côté de la Révolution prolétarienne contre le Capital, la solidarité avec les bolcheviks allait de soi. Cette manière de poser le problème distingue le révolutionnaire du philistin social-démocrate. N'est-il pas significatif que ce qui semble avoir choqué le plus Kautsky dans l'affaire géorgienne était que les dirigeants soviétiques avaient omis de signifier aux Géorgiens une déclaration de guerre en bonne et due forme<sup>1</sup> ? Au contraire, lorsque Rosa critiqua durement les leaders bolcheviques, elle prit soin en révolutionnaire authentique — et quelles qu'aient pu être par ailleurs ses erreurs — de préciser la portée de ses divergences en rendant un émouvant hommage à la grandeur des dirigeants révolutionnaires, proclamant leur « mérite impérissable dans l'histoire » : « ... une révolution prolétarienne exemplaire et impeccable dans un pays isolé, épuisé par la guerre, étranglé par l'impérialisme, trahi par le prolétariat international, serait un miracle. Ce qui importe, c'est de distinguer dans la politique des bolcheviks l'essentiel et l'accessoire, la substance de l'accident (...) les Lénine et les Trotsky avec leurs amis ont été les premiers qui aient devancé le prolétariat mondial par leur exemple ; ils sont jusqu'ici les seuls qui puissent s'écrier avec Ulrich de Hutten :*

---

1. Kautsky, *op. cit.*, p. 197.

« J'ai osé cela ! » C'est ce qui est essentiel et ce qui reste de la politique des bolcheviks (...) Et c'est en ce sens que l'avenir appartient partout au "bolchevisme" »<sup>1</sup>.

*Ei si Trotsky a accepté d'endosser la responsabilité d'une décision qui ne fut pas la sienne et qu'il aurait sûrement combattue, de même qu'il s'était vigoureusement opposé à toutes les tentatives de rompre l'isolement tragique de la révolution russe par les armes, c'est parce qu'en bolchevik discipliné il s'inclinait devant la décision du Politburo et acceptait le rôle qui lui incombait en vertu de la solidarité ministérielle, comme il le démontra en d'autres circonstances<sup>2</sup>. Paradoxalement, lui qui fut si souvent vilipendé pour son passé non-bolchevique par ses adversaires, donna l'exemple de la fidélité la plus totale au parti, ce qui permet de mesurer combien dut lui être pénible ultérieurement la rupture avec le parti auquel il s'était dévoué corps et âme et de comprendre ses atermoiements et ses hésitations avant d'entreprendre sa lutte contre la bureaucratie qui en était issue. Lénine ne se trompait pas en affirmant que depuis que Trotsky avait rejoint le parti il n'y avait de meilleur bolchevik que lui.*

*Pourtant si Entre l'impérialisme et la révolution est un écrit de circonstance rédigé pour défendre la Russie révolutionnaire contre ses détracteurs social-démocrates et qui n'atteint pas le niveau des contributions majeures de Trotsky à la littérature révolutionnaire mondiale, il reste bien plus qu'un simple pamphlet. La vérité historique exigeait la mise au point que nous avons faite concernant le déroulement de l'intervention de l'Armée Rouge soviétique. On aurait cependant tort d'en conclure que l'on ne peut accorder aucun crédit au dossier réuni par le commandant de l'Armée Rouge car aucun des arguments de Trotsky sur le fond de l'affaire géorgienne n'a jamais été réfuté<sup>3</sup>.*

1. Rosa Luxemburg, *La révolution russe*, Paris, 1964, pp. 70-71.

2. Cf. Deutscher, *Trotsky*, p. 608.

3. Fischer, *op. cit.*, p. 191.

Même s'il n'en était pas ainsi, la réédition de ce livre s'imposerait parce qu'il représente un document historique et que rien de ce qu'a pu écrire un révolutionnaire de la trempe de Trotsky ne peut nous laisser indifférent. Elle se justifiait en outre parce que la génération montante de militants a soif de redécouvrir les œuvres de ses aînés comme le démontre la publication continuelle d'écrits des grandes figures du mouvement ouvrier.

En l'occurrence, il y avait d'autres raisons de tirer ce travail de l'oubli.

D'abord, l'auteur ne tarde pas à abandonner le terrain de la polémique relative à l'invasion pour hisser le débat au niveau des principes : la nature de la démocratie bourgeoise et de la politique révolutionnaire, la théorie marxiste de la question nationale. Ici se manifestent les éminentes qualités du grand théoricien que fut Trotsky et ces passages conservent toute leur actualité, complétant admirablement l'enseignement de Lénine. Il nous a paru utile de reproduire en annexe une étude que Trotsky rédigea en 1939 sur la question ukrainienne qui dénonce le centralisme bureaucratique et la politique stalinienne au Caucase, exposant la conception marxiste de la question nationale telle qu'elle se présente dans un Etat soviétique dégénéré.

Une nouvelle édition se justifiait aussi en raison de la virulente campagne antisoviétique menée à l'époque par le Parti Ouvrier Belge, et spécialement par Le Peuple, à propos de l'affaire géorgienne<sup>1</sup>. En effet, les Vandervelde et les De Brouckère qui s'étaient empressés, à la demande des puissances de l'Entente, de se rendre au front russe en 1917 pour inciter les soldats russes à participer à la boucherie mondiale, ces dirigeants « socialistes » qui rêvaient d'annexer la « Prusse wallonne » et

---

1. Cf. Liebman, *op. cit.*, pp. 81-83.

*plusieurs provinces hollandaises<sup>1</sup>, qui participèrent au gouvernement de guerre et aidèrent la bourgeoisie à restaurer l'Etat bourgeois en 1918, s'en prirent avec une rare violence à la Russie des Soviets alors que Le Peuple avait eu une attitude pour le moins équivoque au sujet de la politique contre-révolutionnaire de l'Entente après la révolution bolchevique. En ce sens, la publication en Belgique de l'œuvre de Trotsky prend la valeur d'une réparation historique.*

*Puisse-t-elle contribuer à la formation d'une nouvelle avant-garde !*

Le 10 avril 1970.

Nathan WEINSTOCK.

---

1. Voir l'exposé documenté de Robert Devleeschouwer, *L'opinion publique et les revendications territoriales belges à la fin de la première guerre mondiale 1914-18*, in *Mélanges offerts à G. Jacquemyns*, Bruxelles, 1968, pp. 207-208.